



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LE MANS SARTHE

1 Boulevard René Levasseur CS 91435

72014 LE MANS Cedex 2

www.lemans.sarthe.cci.fr

02.43.21.00.00

187 200 928 00013

Profil acheteur : (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr

**MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE
DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (SSI)
ET DE DESENFUMAGE
DES SITES DE LA CCI DU MANS ET DE LA SARTHE**

MARCHE N° 2024 RTPN 5098

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Marché public de Services

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2	PROCÉDURE DE PASSATION.....	4
ARTICLE 3	DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4	PIÈCES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 5	COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL	6
5.1	Prise en compte par le titulaire de l'organisation	6
5.2	Revue de contrat du marché	6
ARTICLE 6	BONS DE COMMANDE	7
ARTICLE 7	RÉMUNÉRATION.....	7
7.1	Contenu des prix	7
7.2	Mois d'établissement des prix.....	8
7.3	Nature du prix et variation (actualisation comprise)	8
7.4	Clause de sauvegarde	9
7.5	Application de la valeur à taxe ajoutée	9
ARTICLE 8	MODIFICATION DE MARCHÉ ET PRESTATIONS SIMILAIRES	10
8.1	Modification du marché	10
8.1.1	Par voie de prestations complémentaires	10
8.1.2	Par voie de la clause de réexamen	10
8.2	Prestations similaires	10
ARTICLE 9	PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBERATOIRE	10
ARTICLE 10	OBLIGATION DE DISCRÉTION	11
ARTICLE 11	ASSURANCE	11
ARTICLE 12	MODALITÉS DE RÈGLEMENT	12
12.1	Paiement.....	12
12.2	Echéance	12
12.3	Modalités de transmission de la facturation	12
ARTICLE 13	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	13
13.1	Mise en Œuvre	13
13.2	Cession	13
13.3	Sous-traitance	13
ARTICLE 14	CLAUSES TECHNIQUES.....	14
14.1	Accompagnement opérationnel	14
14.2	Prise en charge des installations	14
14.3	Contexte Réglementaire.....	14
14.4	Qualifications requises du candidat et de son personnel	15
14.5	Actions de maintenance	16
14.5.1	Maintenance préventive	16
14.5.2	Maintenance corrective	20

14.5.3	Vérifications périodiques	21
14.5.4	Délais d'intervention	21
14.5.5	Modalités d'intervention.....	21
14.5.6	Matériel, outillage, pièces de rechange et consommables.....	22
14.5.7	Gestion des déchets.....	23
14.5.8	Traçabilité des interventions.....	23
14.5.9	Mise à jour régulière du parc matériel.....	25
14.6	Enquête de satisfaction	25
14.7	Vérifications et admission.....	25
14.8	Mise en œuvre	26
14.8.1	Mise en œuvre et moments clefs.....	26
14.9	Besoins complémentaires	26
ARTICLE 15	DONNEES PERSONNELLES RGPD	26
ARTICLE 16	DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	26

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et corrective de l'ensemble des systèmes de sécurité incendie (SSI) et de désenfumage des sites de la CCI du Mans et de la Sarthe. La liste des installations, équipements figurent à l'ANNEXE 1 « Installations_Equipements ». Dans le cadre de ce marché, les équipements et matériels à prendre en compte sont listés par site et par bâtiment.

Le présent marché impose au titulaire de s'assurer du fonctionnement permanent et de l'entretien préventif des équipements objet du marché, du respect des délais contractuels de dépannage, de la traçabilité des interventions, de la capacité à mobiliser des moyens humains et techniques.

L'ensemble des prestations sera réalisé dans les règles de l'art conformément aux textes en vigueur.

Lieux d'exécution du marché :

- HOTEL CONSULAIRE, 1, Bd René LEVASSEUR - CS 91435 – 72014 LE MANS CEDEX 2
- CAMPUS 1 / CFA, 132, Rue Henri CHAMPION – 72100 LE MANS
- CAMPUS 1 / P.E.S., Bât. G - 7, Avenue Des Platanes – 72100 LE MANS
- CAMPUS 2, 185 Rue Henri CHAMPION – 72100 LE MANS.
- Atelier FC LEFAUCHEUX, 40, Bd Pierre LEFAUCHEUX – 72000 LE MANS

Prestation supplémentaire éventuelle (PSE N° 1) :

- AEROPORT Le Mans-Arnage, Route d'Angers – 72000 LE MANS

Le périmètre des besoins identifiés au stade du lancement du marché, ne préjuge pas de besoins ultérieurs de la CCI.

ARTICLE 2 PROCÉDURE DE PASSATION

La procédure retenue est celle de la procédure adaptée suivant les dispositions des articles L2123-1, et R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique.

Le marché est conclu suivant les dispositions de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique avec un montant maximum de 143 000 € HT (pendant toute la durée du marché, reconductions, et dispositions relatives à l'article R2122-7 – Prestations similaires, comprises). Il n'y a pas de montant minimum engagé.

Les prestations de maintenance préventive seront réglées forfaitairement selon la périodicité convenue et traitées par l'émission de bons de commande.

Les marchés subséquents des prestations de maintenance curative qui n'ont pas été initialement définies seront exécutés au moyen de bons de commande après remise d'un devis. Ils préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution.

Sont exclus ou dérogent au principe d'exclusivité :

- Les travaux SSI et désenfumage intégrés dans un lot pour une opération globale de construction neuve ou réhabilitation, qui seraient traitées lors de la consultation de l'opération.

- Toutes campagnes de remplacement ou tous travaux conséquents sur les SSI ne relevant pas de la maintenance courante préventive et curative. Ils pourront être traités dans le cadre d'une mise en concurrence ad hoc.
- Toutes prestations de maintenance curative qui ne peuvent être proposées par le titulaire ou livrées dans les délais raisonnables en fonction du degré d'urgence, pourront faire l'objet d'une mise en concurrence ad hoc.
- Les travaux sur les SSI et désenfumage, normalement confiés directement au titulaire, dans le cadre des marchés subséquents pour des prestations de maintenance curative ou ponctuelles à la demande, dont les caractéristiques n'étaient pas initialement définies, mais dont le devis proposé par le titulaire serait manifestement au-delà de la pratique courante professionnelle et donc économiquement non avantageux pour la CCI. Ils seront traités dans le cadre d'une mise en concurrence ad hoc.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

ARTICLE 3 DURÉE DU MARCHÉ

Date de début de marché : date de notification du marché.

Durée du marché : 1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période d'un an, avec possibilité de résiliation à tout moment après un préavis de 2 mois.

En cas de non-reconduction du marché, la CCI le notifiera au titulaire 2 mois avant la date anniversaire du marché. Dépassé ce délai et / ou en cas d'absence de non-reconduction, le marché est automatiquement reconduit pour une période supplémentaire, jusqu'au terme maximum du marché.

Dans le cas de la résiliation de marché, la décision de résiliation est notifiée aux titulaires. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation.

ARTICLE 4 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du Code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Annexe RGPD
- Le montant total forfaitaire annuel indiqué à la Décomposition du Prox Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le Bordereau de prix unitaire (BPU)
- Le montant forfaitaire global de la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE,

- Offre technique du titulaire.

ARTICLE 5 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL

5.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation

Principe général

Le présent marché est contracté par la CCI. La CCI met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation entre le titulaire et ses services. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

- Coordinateur CCI.

Le coordinateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec le titulaire du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu
- Intervenir en escalade en cas de différend avec un titulaire n'ayant pu être réglé

Responsable de compte du titulaire

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

5.2 Revue de contrat du marché

Afin de suivre le bon déroulement du marché, et avec une fréquence annuelle (à chaque date anniversaire du contrat au plus tard), une revue de contrat sera instaurée avec le titulaire, et réunissant :

- Le titulaire, représenté notamment par son responsable de compte
- Le coordonnateur (CCI)

Le coordonnateur pourra se faire accompagner d'experts.

Ce comité de pilotage traitera au minimum des points suivants :

- Revue de la Qualité de Service
- Les prix, le CA généré par le marché, la facturation
- L'examen des difficultés et problèmes rencontrés lors de l'exécution du marché
- Les perspectives d'évolutions des services et fournitures du titulaire
- Les éléments factuels apportés dans la grille RSE, lors du dépôt de l'offre.

La revue de contrat est à l'initiative du titulaire.

Le compte-rendu de la revue annuelle de contrat est à la charge du titulaire, qui doit le remettre aux participants 5 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

ARTICLE 6 BONS DE COMMANDE

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents avec un maximum fixé à 143 000 € HT (pendant toute la durée du marché, reconductions, et dispositions relatives à l'article R2122-7 – Prestations similaires, comprises) passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-14 du code la commande publique. Les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins.

L'achat de prestations dans le cadre du présent marché est effectué par l'émission d'un bon de commande (lettre, courriel, ou utilisation du site marchand le cas échéant), sur la base de l'offre établie par le titulaire sur les bordereaux de prix unitaires (BPU).

Lorsque la Cci souhaite organiser de prestations non préalablement listées aux BPU et DPGF, le titulaire établit un devis. Le marché subséquent est conclu au moyen d'un bon de commande.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande comportent au minimum les mentions suivantes :

- Le numéro du marché
- La date d'émission et le n° du bon de commande
- La nature des prestations commandées
- Le lieu de livraison
- Les références tarifaires du BPU ou du devis le cas échéant
- Les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué
- L'adresse de facturation

ARTICLE 7 RÉMUNÉRATION

7.1 Contenu des prix

Le marché est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais généraux, le service, impôts, taxes et redevances de toute nature, et, d'une manière générale, selon les règles d'usage de la profession et / ou les règles de l'art, ainsi que la formation du personnel mis en place dans le cadre de l'exécution de ce marché.

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

Particularités propres à ce marché

Ce sont, également pour les prestations de maintenance curative, et sans que cette énumération soit limitative, les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux telles que :

- Autorisation et frais de stationnement, autorisation de voirie, bennes, ...
- Mise à disposition des moyens de levage, de sécurité, et signalisation,
- Protection des existants,
- Approvisionnement des matériaux, stockage, ...

- Scelllements, raccords, finition, ...
- Évacuation en bennes, puis en décharge des déchets,
- Nettoyage de la zone de travaux et abords.

Pour l'établissement de sa proposition, l'entrepreneur déclare s'être entouré de tous les renseignements utiles, avoir eu la possibilité de visiter les installations où doivent être exécutés les prestations, et s'être rendu compte des difficultés et sujétions de toutes sortes. Il ne sera donc pas admis de réclamations.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

La rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 32.1 du CCAG FCS.

La rémunération de la maintenance ne couvre pas les prestations suivantes, qui restent à la charge de la CCI :

- La livraison ou l'échange des fournitures consommables ou d'accessoires, la peinture et le nettoyage extérieur du matériel ;
- Les modifications demandées par l'acheteur aux spécifications du matériel prévues par le marché,
- La réparation des défauts de fonctionnement dus à une faute de l'acheteur ou causées par un emploi du matériel non conforme aux règles figurant dans les documents fournis par le titulaire ;
- La réparation des défauts de fonctionnement causés par les défauts de l'installation incombant à l'acheteur ;
- La réparation des défauts de fonctionnement causés par une adjonction de matériel d'autre origine, par une personne autre que le titulaire ou une personne désignée par lui, pour effectuer cette adjonction.

7.2 Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

7.3 Nature du prix et variation (actualisation comprise)

Les prix du marché sont des prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées. Les prix sont définitifs et révisables.

Le prix révisable est un prix qui peut être modifié, dans des conditions fixées au présent article, pour tenir compte des variations économiques.

Les prix sont invariables de la notification du marché jusqu'à la date du premier anniversaire du contrat. Ils sont ensuite révisables chaque année à la date anniversaire.

Pour des raisons pratiques de publication des derniers indices connus, il est retenu l'indice de base de référence moins trois mois.

Si l'indice du mois souhaité n'est pas paru au moment du calcul de la révision, il sera alors pris en compte le dernier indice publié. Même lorsque l'indice est provisoire, la révision calculée est une révision définitive.

En cas de série arrêtée, il serait appliqué la série de remplacement si le coefficient de raccordement est déterminé. A défaut, un nouvel indice représentatif serait retenu, voire un coefficient de révision exceptionnel, après discussion et accord de la CCI.

Toute demande de mise à jour des prix devra être accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul du nouveau prix.

Tout ajustement de tarif, accepté par la CCI, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

Toutefois, le prix révisé en application de cette formule ne s'appliquera qu'après accord explicite des parties.

Le changement tarifaire ne s'accompagne pas d'une diminution de la qualité de service offert par le titulaire.

La mise en oeuvre de la clause de variation de prix s'articule selon les dispositions prévues aux R2191-27 à R2191-29 du Code de la commande publique.

Formule paramétrique de révision de prix :

Les prix indiqués dans le présent contrat sont susceptibles d'évoluer en fonction des variations des coûts intervenant durant l'exécution du contrat. La révision des prix pourra être appliquée annuellement à la date anniversaire du contrat, en fonction de l'évolution de l'indice de référence BT 47.

Les ajustements de prix seront effectués en fonction de la variation de l'indice de référence BT 47 (Indice des travaux d'équipements techniques des bâtiments). La formule de révision des prix sera la suivante :

$$P1 = P0 \times (0,15 + 0,85 \times (I1 - 3m / I0 - 3m))$$

Où :

P1 : nouveau prix applicable après révision

P0 : prix initial ou dernier prix révisé

I1 : valeur de l'indice BT 47 à la date de révision (-3 mois)

I0 : valeur de l'indice BT 47 à la date de signature du contrat ou de la dernière révision (-3 mois)

7.4 Clause de sauvegarde

La CCI se réserve le droit de résilier, de plein droit et sans indemnité, sous préavis de 2 mois, le présent marché après la date de variation des prix dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble des prix pratiqués au titre du marché entraînerait une augmentation de plus de 5% par rapport aux tarifs précédemment proposés par le titulaire.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

7.5 Application de la valeur à taxe ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 8 MODIFICATION DE MARCHÉ ET PRESTATIONS SIMILAIRES

8.1 Modification du marché

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires ou supplémentaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

8.1.1 Par voie de prestations complémentaires

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

8.1.2 Par voie de la clause de réexamen

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire ou les titulaires du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial.

Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de réexamen n'a pas pour effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

8.2 Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7, la CCI peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Le premier marché doit avoir indiqué la possibilité de recourir à cette procédure pour la réalisation de prestations similaires. Sa mise en concurrence doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux services. Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 9 PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBÉRATOIRE

Par dérogation aux articles 14 et suivant du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de montant minimum et maximum, ni de montant d'exonération, de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants. Les pénalités sont avec effet non libératoire. L'application des pénalités de retard est

un droit contractuel de la CCI, auquel elle peut renoncer unilatéralement par décision motivée. La TVA n'est pas applicable aux pénalités.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de la CCI.

Dans le cadre de l'article 41.1.c du CCAG FCS et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG FCS, passé un délai d'un mois ouvré de retard, la CCI se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à la CCI.

Cette pénalité par jour de retard est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ;

R = le nombre de jours de retard.

Absence de remise des justificatifs demandés avec la grille RSE :

En cas d'absence de remise des justificatifs de la grille RSE lors de chaque revue annuelle du marché, il est appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 200 €.

Manquement aux obligations contractuelles :

En cas de constatation, il est appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 200 €.

ARTICLE 10 OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, la CCI peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 11 ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCI, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

ARTICLE 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

12.1 Paielement

Les factures seront adressées exclusivement à la Direction Financière de la CCI via Chorus pro (SIRET CCI 187 200 928 000 13) :

Prestation récurrente

Périodicité imposée : une facture unique globale pour tous les sites, détaillée par site, selon la périodicité, donc une facture semestrielle et une facture annuelle.

Outre les mentions légales, la facture unique reprend le numéro du marché et détaille à minima :

- Par site et par bâtiment
 - Désignation des installations vérifiées
 - La période de prestation,
 - Le prix des prestations

Prestation ponctuelle maintenance corrective

Une facture par bon de commande lié à un bon d'intervention avec le même niveau de détail.

Une facture non détaillée est systématiquement refusée. Le délai de règlement court à compter de la réception d'une facture conforme.

12.2 Echéance

Le règlement s'effectue par virement bancaire à 30 jours maximum suivant la réception de la facture.

12.3 Modalités de transmission de la facturation

Les factures sont déposées sur **Chorus Portail Pro**
https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/

Pour ce faire, vos factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET**, 187 200 928 000 13
- Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure – **facultatif**
- Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur le bon de commande – **facultatif**
- **N° de marché** : 2024RTPN5098

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

ARTICLE 13 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCI,
- A informer rapidement la CCI de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir la continuité de service (la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui s'y trouve nommément désignée pour assurer la conduite du marché et si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la CCI, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à la CCI dans les délais indiqués.

13.2 Cession

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de la CCI.

13.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, la CCI aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCI le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

ARTICLE 14 CLAUSES TECHNIQUES

14.1 Accompagnement opérationnel

Le titulaire garantit une qualité de service irréprochable. Il déploie une équipe identifiée avec un interlocuteur référent unique. Ce référent se charge de la communication entre les différentes équipes internes du titulaire.

Le référent unique coordonne toutes les actions opérationnelles, suit le processus, et conduit les aspects contractuels et opérationnels du marché.

Le titulaire met à disposition un service de relation client et de service après-vente, accessible chaque jour ouvré.

Pour la CCI, le coordinateur est :

Estella TREHET
Coordinatrice Sécurité - Maintenance – Travaux
Estella.trehet@lemans.cci.fr
06 09 56 44 60

14.2 Prise en charge des installations

Dès la notification de l'attribution, le titulaire organise une réunion de cadrage.

Cette réunion a pour objet :

- D'identifier les acteurs au contrat,
- De créer l'espace client internet,
- De planifier les visites périodiques,
- De planifier une visite des installations sur sites.

Celle-ci permet de prendre connaissance :

- De l'état général des équipements,
- De l'origine des matériels devant être entretenus afin de déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou par des produits similaires techniquement, homologués et conformes à la réglementation,
- De l'accès aux installations.

A l'issue, le titulaire remet son rapport de prise en charge des installations sous 15 jours maximum.

14.3 Contexte Réglementaire

Le Titulaire effectue les prestations dans les règles de l'art, en conformité avec les textes réglementaires en vigueur et tout particulièrement selon les préconisations constructeur.

D'une manière générale, le Titulaire doit se conformer à toutes les exigences techniques qui ont pour objet le respect des Documents Techniques Unifiés en vigueur et des principaux textes réglementaires de référence (Code du Travail, Arrêtés, ...) indiqués ci-après (liste non exhaustive) s'appliquant à sa prestation et au type d'installation à entretenir :

- Code du Travail : conception et utilisation des lieux de travail
- Réglementation en vigueur relative au retraitement des déchets et à la protection de l'environnement
- Normes françaises et européennes
- Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)
- Notices d'exploitation et de maintenance des constructeurs
- Règlement de sécurité des Etablissements Recevant du Public (ERP)
- Norme NF S61-931 de février 2014, relative aux dispositions générales
- Norme NF S61-933 de décembre 2022 et amendements, relative aux règles d'exploitation et de maintenance
- Norme NF S61-934, relative aux Centralisateurs de Mise en Sécurité Incendie (C.M.S.I.)
- Norme NF S61-937, relative aux Dispositifs Actionnés de Sécurité (D.A.S.)
- Norme NF S61-938 d'août 2022, relative aux Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I.), Dispositifs de Commande Manuelle (D.C.M.) ...
- Norme NF S61-940, relative aux Alimentations Electriques de Sécurité (A.E.S.)
- Norme NFC 15.100 et additifs, relative aux installations électriques basses tensions
- Référentiel APSAD R7 de juin 2021 et additif, relatif à la Détection Incendie
- Toute autre référence réglementaire ou normative ou règle technique omise ou à venir et ayant un rapport direct avec l'objet du marché.

Cette énumération de la réglementation n'est qu'informatrice et non limitative, le titulaire doit se référer aux textes en vigueur afférents à sa spécialité. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces références normatives.

14.4 Qualifications requises du candidat et de son personnel

Le titulaire doit détenir la certification APSAD I7 (Installation) - F7 (Maintenance), répondre aux aspects réglementaires des normes NF S61-933 à 61-940 et s'engage à ne faire intervenir que du personnel de compétences parfaitement adaptées aux prestations à assurer, appartenant à un service de maintenance possédant la certification APSAD F7 de service de « Maintenance de systèmes de détection automatique d'incendie et de centralisateurs de mise en sécurité incendie ».

Compte tenu du périmètre des installations faisant l'objet du présent CCP, le personnel chargé d'exécuter les opérations de maintenance doit disposer de toutes les qualifications, habilitations électriques appropriées, des compétences en électronique et automatisme et toutes formations nécessaires réactualisées dans le temps.

Pour les opérations de maintenance préventive, le personnel intervenant doit être qualifié au niveau III minimum (personnel habilité à faire la maintenance), tel que défini dans la norme NF S 61-931 de février 2014 point 4.4.

Pour les opérations de maintenance corrective, le personnel intervenant doit être qualifié au niveau IV minimum (personnel autorisé par le constructeur), tel que défini dans la norme NF S 61-931 de février 2014 point 4.5.

Le candidat s'engage à mettre des techniciens parfaitement qualifiés sur les présentes installations énoncées en ANNEXE 1 « Installations_Equipements » pour réaliser les prestations, et en outre, ayant la compétence pour apprécier les conséquences de ses actions sur ses systèmes et leurs exploitations.

Le candidat précise dans son mémoire technique le nombre et la qualification des personnels susceptibles d'intervenir et fournit les certifications et qualifications imposées ci-dessus. De même, il justifie des compétences de ces techniciens intervenants en fournissant tout document visant à démontrer leur niveau

de qualification, d'habilitation et de certification ainsi que les stages suivis au cours des 2 dernières années.

14.5 Actions de maintenance

Il s'agit d'actions préconisées par le concepteur, le fabricant ou l'installateur pour répondre aux spécificités du système installé ou, à défaut, des actions définies par le mainteneur, lorsqu'aucune préconisation n'est définie.

Les actions de maintenance incluent les essais fonctionnels tels que définis dans les ANNEXES B à K de la norme NF S 61-933 de décembre 2022.

14.5.1 Maintenance préventive

La maintenance préventive est exécutée, dans le respect de la réglementation en vigueur, aux gammes standards et préconisations des constructeurs, à des intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits et destinée à réduire la probabilité de défaillance et/ou la dégradation du fonctionnement d'un bien.

La maintenance préventive est « forfaitaire » et doit être effectuée sur l'ensemble des installations du présent CCP, selon la fréquence notifiée dans le DPGF et les modalités d'intervention telles que définies au présent article 14. La périodicité des visites est en fonction de chaque catégorie de SSI.

Elle comprend :

- Les frais de déplacement,
- Les EPI liés aux risques sanitaires,
- La main d'œuvre,
- Les moyens d'accès et levage,
- L'outillage et les consommables nécessaires,
- L'acheminement à pied d'œuvre du matériel et des accessoires,
- La réalisation des prestations de maintenance préventive,
- Les essais, réglages, manœuvre de vérification courante et réglementaire,
- La mise à jour du registre de sécurité,
- Les frais dossiers administratifs,
- Le traitement des déchets,
- La mise à jour des étiquettes de vérification.

Les fournitures complémentaires ne sont pas comprises. Celles-ci seront traitées par bon de commande sur la base des prix indiqués au bordereau de prix unitaire.

Le titulaire procède au remplacement :

- des piles, chaque année
- des batteries, dès lors qu'elles cumuleront 4 ans à compter de la date inscrite dessus

La maintenance préventive consiste en une série d'essais fonctionnels tels que définis dans les ANNEXES B à K de la norme NF S 61-933 de décembre 2022 et d'actions de maintenance telles que décrites ci-après (liste non exhaustive) pratiqués sur les installations – équipements objet du marché.

DETAILS DES ACTIONS DE MAINTENANCE

⇒ ACTION DE MAINTENANCE SUR LES SSI DE CATEGORIE A

- Arrêt disjoncteur d'alimentation remonté des informations de défaut
- Mesure en veille des batteries
- Mesure en alarme des batteries
- Lors du 1^{er} passage, signaler l'état des batteries si l'autonomie des 12h en veille et 1h en alarme n'est pas obtenue, et proposer un devis pour le remplacement
- Lors du 1^{er} passage, signaler les batteries si plus de quatre ans et proposer un devis pour le remplacement
- Lors du 1^{er} passage, signaler les détecteurs optiques si plus de 6ans et proposer un devis pour le remplacement
- Essais de tous les détecteurs ponctuels par des moyens de test approprié, l'aimant n'étant pas un moyen de test de la validation de l'orifice d'accès des fumées
- Essais de tous les déclencheurs manuels
- Essais de tous les indicateurs d'action
- Essais de dérangement sur chaque ligne incendie par retrait d'un élément détecteur ou déclencheur manuel
- Essais de dérangement du défaut d'alimentation des tableaux de report
- Essais d'évacuation en automatique
- Essais d'évacuation en commande manuelle sur l'U.G.A.
- Contrôle de la temporisation
- Contrôle du délai de la temporisation
- Contrôle de l'audibilité en tout point du bâtiment
- Contrôle de la visibilité des flashs
- Contrôle de la commande des B.A.E.S, en cas de coupure bâtiment et en cas d'alarme
- Contrôle de la commande de déverrouillage lors d'une évacuation
- Contrôle de la mise en lumière
- Contrôle de l'arrêt sono

⇒ ACTION DE MAINTENANCE SUR LES ALARMES DE TYPE 1, 2B, 3 ET 4

- Constat de fonctionnement des signalisations visuelles et sonores d'alarme et des dispositifs commandés terminaux associés par ouverture des circuits des D.M.
- Mesure des batteries et remplacement si nécessaire
- Constat sur la fixation des déclencheurs manuels
- Etat général de l'ensemble des appareillages
- Contrôle de l'audibilité en tout point du bâtiment

⇒ ACTION DE MAINTENANCE SUR LE DESENFUMAGE NATUREL ET MECANIQUE COMMANDE PAR LE SSI

VOLETS, OUVRANTS, EXUTOIRES

- Commande en manuelle U.C.M.C. de la fonction désenfumage
- Commande en automatique à partir d'une Z.D.
- Contrôle des signalisations des D.A.S.
- Contrôle du passage en position de sécurité des D.A.S.
- Contrôle du défaut de position d'attente
- Contrôle visuel direct pour les D.A.S sans contrôle de position
- Contrôle visuel des signalisations des contrôles de position sur le C.M.S.I.

- Contrôle de la commande des équipements techniques associés aux Z.F. (arrêts des C.T.A....)
- Constat de l'absence d'obstacle à l'ouverture et la fermeture
- Constat du bon état général
- Constat de la fixation des éléments constitutifs du D.A.S.
- Constat de la connectique
- Examen des conducteurs, absence d'oxydation, isolant des câbles, repérage
- Constat général de l'intégrité des lignes de télécommande
- Constat de l'élément thermosensible pour les exutoires
- Dépoussiérage, nettoyage des D.A.S.

D.A.C. et D.E.N.F.C

- Examen de la fixation des D.A.C. et remise en état
- Essai de déclenchement manuel
- Constat de la bonne ouverture des D.A.S., exutoires, volet, ouvrant
- Constat de l'étiquette du fabricant sur les D.A.S. et D.A.C.
- Dépoussiérage, nettoyage des D.A.S.
- Mesure des temps de mise en sécurité de l'ensemble des D.A.S. de chaque Z.F.
- Examen du verrouillage des D.A.S. de désenfumage après leur fermeture
- Examen du sens d'enroulement du câble du D.A.C. et remise en état
- Examen de l'état du sens de pose des vérins
- Examen de l'état des poulies de renvoi, fixation, serrage câble, câble non effiloché
- Examen de l'état des canalisations de passage gaz, tube, raccord, cintrage, corrosion, fixation
- Essai de l'étanchéité des réseaux
- Examen des pressions de service déclarées entre le dispositif et le D.E.N.F.C.
- Examen de la purge
- Examen du dard de percussion
- Essai si présente de la fonction confort et impossibilité d'utilisation lors d'une commande mise en sécurité
- Contrôle de l'adéquation des cartouches avec les caractéristiques de l'appareil, nombre de bouteille, grammage
- Remplacement des bouteilles de CO² après les essais, y compris un jeu de bouteille en réserve
- Examen de l'état des câbles et des connexions
- Mesure de la tension de sortie de télécommande (au sortir de la source)
- Validation des tensions d'entrée : alimentation de puissance, entrée de télécommande s'il s'agit d'un D.A.C.
- Constat de la présence des grilles et de leurs fixations.

COFFRET DE RELAYAGE

✓ Pour la totalité des coffrets de relayage :

- Constat de l'intégrité du coffret
- Constat du bon état général des raccordements électriques
- Examen visuel de l'intégrité du boîtier du coffret de relayage
- Examen visuel de l'intégrité des raccordements électriques (câbles électriques, présence des presse-étoupe)

POUR LES VENTILATEURS D'EXTRACTION ET DE SOUFFLAGE

- Constat de l'intégrité du D.C.T.
- Constat de l'absence d'obstacles à l'entrée/sortie du ventilateur
- Constat de la présence et de l'intégrité des dispositifs associés au D.C.T.

- Contrôle visuel de l'état de propreté et d'absence de corps étrangers (accumulation de feuilles, papiers, sacs plastiques...)
- S'assurer du fonctionnement des dispositifs concourant aux reports de défaut de position
- S'assurer du fonctionnement du contrôleur d'isolement
- Remonter de l'information de l'absence de « Tension » à l'entrée du coffret de relaying
- S'assurer du bon fonctionnement du pressostat
- S'assurer du bon fonctionnement et de l'état général du sectionneur de proximité
- S'assurer du bon fonctionnement de la commande arrêt pompiers et de la remontée des informations en veille et en marche
- S'assurer de la présence des clés pour les arrêts pompiers et réarmements

Il sera apposé sur l'ensemble des D.A.S. et D.A.C. une étiquette adhésive de la date de visite de maintenance.

⇒ **ACTION DE MAINTENANCE SUR LE DESENFUMAGE DES CAGES D'ESCALIER ET NON ASSERVI**

- Examen de la fixation des D.A.C. et remise en état
- Essai de déclenchement manuel
- Constat de la bonne ouverture des D.A.S., exutoires, volet, ouvrant
- Constat de l'étiquette du fabricant sur les D.A.S. et D.A.C.
- Dépoussiérage, nettoyage des D.A.S.
- Mesure des temps de mise en sécurité de l'ensemble des D.A.S. de chaque cage d'escalier
- Examen du verrouillage des D.A.S. de désenfumage après leur fermeture
- Examen du sens d'enroulement du câble du D.A.C. et remise en état
- Examen de l'état du sens de pose des vérins
- Examen des poulies et remise en état si nécessaire
- Examen de l'état des poulies de renvoi, fixation, serrage câble, câble non effiloché
- Examen de l'état des canalisations de passage gaz, tube, raccord, cintrage, corrosion, fixation
- Essai de l'étanchéité des réseaux
- Examen des pressions de service déclarées entre le dispositif et le D.E.N.F.C.
- Examen de la purge
- Examen du dard de percussion
- Essai si présente de la fonction confort et impossibilité d'utilisation lors d'une commande mise en sécurité
- Contrôle de l'adéquation des cartouches avec les caractéristiques de l'appareil, nombre de bouteille, grammage
- Remplacement des bouteilles de CO₂ après les essais, y compris un jeu de bouteille en réserve

Il sera apposé sur le D.A.C. une étiquette adhésive de la date de visite de maintenance.

⇒ **ACTION DE MAINTENANCE SUR LES PORTES COUPE-FEU ASSERVIES AU SSI**

- Contrôler la géométrie des baies
- Assurer la compatibilité du support et de la porte
- Vérification du bon état général de la porte
- Vérification de la bonne fermeture et réglage si nécessaire
- Vérification de la bonne fixation des ventouses, et remise en état y compris remplacement si nécessaire
- Le bon état du joint coupe-feu, et le remplacement si nécessaire
- Constat de l'intégrité du D.A.S.
- Constat de l'absence d'obstacle à la fermeture
- Constat du bon état général du support

- Constat de fermeture du D.A.S. à la suite d'une action manuelle à partir de toutes les commandes
- Constat de fermeture du D.A.S. à la suite d'un ordre de télécommande
- Contrôle du passage en position de sécurité des D.A.S.
- Contrôle du défaut de position d'attente
- Constat du fonctionnement du dispositif d'anti-réarmement involontaire (si équipé)
- Mesure du temps de fermeture inférieur à 30 s
- Mesure de la vitesse de fermeture inférieure à 0,3 m/s,
- Mesure du rebond de fin de course ≤ 5 cm

Il sera apposé sur la porte coupe-feu une étiquette adhésive de la date de visite de maintenance.

⇒ **ACTION DE MAINTENANCE SUR LES CLAPETS COUPE-FEU ASSERVIS**

- Constat de l'intégrité du D.A.S.
- Constat du bon état général du support
- Constat de la fixation des éléments constitutifs
- Constat de l'absence d'obstacle à la fermeture
- Constat du bon état général du support
- Constat de fermeture du D.A.S. à la suite d'une action manuelle à partir de toutes les commandes
- Constat de fermeture du D.A.S. à la suite d'un ordre de télécommande
- Constat du fonctionnement du dispositif d'anti-réarmement involontaire (si équipé)

Il sera apposé sur le clapet coupe-feu une étiquette adhésive de la date de visite de maintenance ainsi qu'un repérage extérieur par une étiquette gravée de couleur rouge avec écriture blanche.

14.5.2 Maintenance corrective

La maintenance corrective a pour objectif de remettre en état l'équipement ou l'installation concernée dans l'état dans lequel il peut accomplir sa fonction en toute condition de fiabilité et de sécurité.

Elle intègre la maintenance palliative (dépannage, même provisoire) et la maintenance curative (opérations destinées à remettre en ordre une installation suite ou pas à un dépannage).

Dans tous les cas, la maintenance corrective est « hors forfait », enclenchée par un simple bon de commande, faisant l'objet d'un devis de réparation détaillé, au regard des prix et ou du coefficient indiqué au BPU (préalablement rempli et complété par l'entreprise). Ce devis sera soumis pour accord au coordinateur CCI en charge de l'exécution et du suivi du contrat sous un délai de 7 jours.

Pour les pièces non listées au BPU, le titulaire fournit à la CCI les éléments permettant de contrôler la bonne application du coefficient de revente prévu.

Dans toutes les circonstances, le titulaire remet un devis distinguant le prix des fournitures et marchandises, des prix de la main d'œuvre. Les ensembles sont proscrits.

NOTA En cas de panne ou de dérangement, le titulaire informe immédiatement le coordinateur CCI et lui transmet, par mail, dans l'heure qui suit l'intervention, un compte rendu précisant le motif de l'arrêt et le délai de remise en état provisoire.

Une intervention de maintenance curative ne peut en aucun cas tenir lieu de visite périodique préventive. Cette dernière est totalement indépendante.

14.5.3 Vérifications périodiques

Les vérifications périodiques des installations SSI ne relèvent pas du périmètre du présent marché. Toutes les vérifications techniques réglementaires par un organisme agréé sont à la charge de la CCI du Mans et de la Sarthe.

Le titulaire a en revanche à sa charge **l'accompagnement des contrôleurs de l'organisme agréé** et prend les dispositions nécessaires pour la réalisation des vérifications réglementaires concernant les installations et équipements dont il assure l'exploitation. Le titulaire assume la fourniture des éventuels produits et consommables nécessaires aux tests et contrôles.

Le coordinateur CCI désigné remet par courriel, après réception, un exemplaire du rapport de l'organisme agréé au titulaire pour analyse, examen et transmission de devis pour lever les observations émises.

14.5.4 Délais d'intervention

Le prestataire indique dans son offre un délai d'intervention garanti. Le prestataire s'engage à respecter ce délai pendant la durée du marché, le délai indiqué devient contractuel dès le marché conclu. Le délai d'intervention court à compter de la réception du bon de commande par le prestataire.

14.5.5 Modalités d'intervention

Les interventions sont effectuées de manière à ne pas provoquer de gêne aux usagers ou au fonctionnement normal de l'établissement. En toutes circonstances, le titulaire doit garantir la sécurité des personnes et des biens.

Les demandes d'intervention s'effectuent par téléphone, par courriel ou et ou par demande faite via l'espace client (GMAO).

Le candidat précise dans son mémoire technique les moyens mis en œuvre pour recevoir et transmettre ces communications au technicien concerné.

L'entretien préventif est effectué pendant les jours et heures ouvrés du site concerné en dehors des périodes de fermeture administrative en été et en hiver. **Les dates et les horaires de chaque intervention sont fixés d'un commun accord entre le coordinateur référent CCI et le représentant du titulaire en fonction de l'activité même du site et les exigences de l'entretien.** Le titulaire doit effectuer ses prestations de telle sorte qu'aucune perturbation n'affecte les activités des sites de la CCI LE MANS SARTHE.

Les opérations de maintenance avec nuisances sonores (ex. : essais sirènes) seront réalisées suivant un horaire prédéfini avec les référents site ou pourront tout aussi bien être réalisées pendant les heures d'enseignement afin de réaliser un exercice d'évacuation ou pendant les plages horaires pause déjeuner. Dans tous les cas, les possibilités d'accès sur le site, intervention d'urgence comprise, sont les jours (hors jours fériés) et heures ouvrés précisés de la façon suivante :

CAMPUS 1 CFA CCI LE MANS SARTHE – 132, Rue Henri CHAMPION – 72100 LE MANS

	De	A
Du Lundi Au Vendredi	8 H 00 – 12 H 15	13 H 30 – 17 H 00

CAMPUS 1 CFA CCI LE MANS SARTHE – 7, Avenue Des Platanes – 72100 LE MANS

	De	A
Du Lundi Au Vendredi	8 H 00 – 12 H 00	13 H 30 – 17 H 00

CAMPUS 2 CFA CCI LE MANS SARTHE – 185, Rue Henri CHAMPION – 72100 LE MANS

	De	A
Du Lundi Au Vendredi	8 H 30 – 12 H 00	13 H 30 – 17 H 00

HOTEL CONSULAIRE CCI LE MANS SARTHE – 1, Bd René LEVASSEUR – CS 91435 – 72014 LE MANS CEDEX 2

	De	A
Du Lundi Au Vendredi	8 H 30 – 12 H 30	13 H 30 – 17 H 00

ATELIER FC LEFAUCHEUX – 40, Bd Pierre LEFAUCHEUX – 72000 LE MANS

	De	A
Du Lundi Au Vendredi	9 H 00 – 12 H 00	14 H 00 – 17 H 00

AEROPORT – Route D'Angers – 72000 LE MANS

	De	A
Du Lundi Au Vendredi	9 H 00 – 12 H 30	13 H 30 – 17 H 30

14.5.6 Matériel, outillage, pièces de rechange et consommables

Le titulaire fournit, au titre du présent marché, tous les produits et ingrédients, petits matériels, outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations de maintenance et d'exploitation.

Les moyens de levage nacelle, échafaudage, PIRL ...éventuellement utilisés pour maintenir le parc d'installations-équipements listés en ANNEXE 1 sont à la charge du titulaire.

Dans le cas du remplacement d'une pièce, d'un composant, l'intervention de maintenance corrective et de dépannage fait l'objet d'un devis de réparation détaillé, au regard des prix et ou du coefficient indiqué au BPU (préalablement rempli et complété par l'entreprise). Ce devis sera soumis pour accord au coordinateur CCI en charge de l'exécution et du suivi du contrat sous un délai de 7 jours.

Pour les pièces non listées au BPU le titulaire fournit à la CCI les éléments permettant de contrôler la bonne application du coefficient de revente prévu.

Les pièces détachées de remplacement mises en œuvre sont conformes aux pièces d'origine, pour autant qu'elles existent toujours sur le marché.

Tout changement de caractéristiques doit être impérativement signalé au coordinateur CCI désigné. Dans tous les cas, les pièces doivent être des pièces dites équivalentes aux pièces d'origine et le titulaire respecte les règles d'associativité entre matériels.

Le titulaire s'engage à fournir les pièces détachées nécessaires dans les meilleurs délais et l'indiquera dans son mémoire technique. Le délai indiqué devient contractuel dès le marché conclus.

14.5.7 Gestion des déchets

Le titulaire doit participer au respect de l'environnement (récupération et recyclage en conformité avec la législation). En particulier, il doit évacuer lui-même toutes les pièces, les composants, les fluides et ingrédients qu'il a dû changer ou remplacer lors de son intervention.

Le titulaire assure le traitement des dits déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchet et veille au tri des déchets en vue de leur traitement dans les filières de valorisation adaptées.

14.5.8 Traçabilité des interventions

INTERVENTION PREVENTIVE

A l'issue de toute maintenance préventive, un rapport de maintenance indiquant le résultat des actions de maintenance préventive réalisées, les anomalies rencontrées, et les actions nécessaires pour y remédier (devis) est envoyé sous format dématérialisé au coordinateur CCI désigné au marché dans un délai de 7 jours.

Ce rapport comprend à minima :

- la date de l'intervention,
- le nom – prénom du technicien compétent,
- l'identification du lieu d'intervention (site, bâtiment, adresse),
- les principales caractéristiques techniques des installations,
- la liste des installations et des équipements contrôlés,
- les essais, mesures et ou tests effectués,
- le détail des gammes de maintenance réalisées,
- les éventuels défauts constatés (cause probable / supposée de la panne),
- les préconisations correctives à réaliser,
- les remarques diverses,
- le PV de maintenance,
- ...

INTERVENTION CORRECTIVE

A l'issue de toute maintenance corrective, un rapport d'intervention indiquant les actions réalisées est envoyé sous format dématérialisé au coordinateur CCI désigné au marché dans un délai de 7 jours.

Ce rapport comprend à minima :

- la date de début et de fin de la prestation,
- le nom – prénom du technicien compétent intervenant,
- l'identification du site – équipement concerné (site, bâtiment, adresse),
- l'heure d'arrivée et de départ du technicien compétent,
- le nom – prénom du demandeur,
- le détail des actions correctives effectuées,
- les pièces remplacées, leur nombre, leur référence,
- l'état fonctionnel de l'installation – du système au départ du technicien compétent,

- le cas échéant, les délais de remise en service,
- l'émargement de chacune des parties.

De même, pour tout remplacement d'un élément considéré comme « principal », le titulaire s'engage à fournir au coordinateur CCI désigné, dans un délai de 5 jours ouvrés suivant la réception des travaux, un Dossier d'Ouvrages Exécutés (DOE) détaillé, comprenant les notices de fonctionnement, les fiches techniques, les plans synoptiques, ainsi que tous les documents nécessaires à la maintenance de l'installation.

REGISTRE DE SECURITE

A la fin de chaque visite de maintenance préventive ou le nécessitant, le technicien compétent consigne de façon lisible sur les registres de sécurité mis à sa disposition par les référents CCI désignés, les informations des visites, la nature de ses prestations effectuées lors de ses interventions.

Le fait de renseigner ces registres ne soustrait pas le titulaire à l'obligation d'établir un rapport de maintenance ou d'intervention.

RAPPORT DE SYNTHESE ANNUELLE

Une fois par an, le titulaire remet, lors du bilan annuel du contrat, au coordinateur référent CCI, sous format papier et numérique, un rapport de synthèse reprenant à minima :

- la traçabilité des faits marquants,
- la synthèse de l'activité préventive réglementaire par site et par bâtiment,
- la synthèse de l'activité corrective par site et par bâtiment,
- la répartition du correctif réalisées par site et par bâtiment,
- le bilan des propositions chiffrées acceptées ou non,
- la liste des demandes préventives ouvertes,
- la liste des demandes préventives terminées,
- la liste des demandes correctives ouvertes,
- la liste des demandes correctives terminées,
- le fichier des « Installations_Equipements » ANNEXE 1 mis à jour (matériel remplacé, ajouté, supprimé),
- le bilan des évolutions réglementaires éventuelles et les conséquences sur les installations de la CCI,
- la proposition d'un plan de progrès avec estimatif des coûts.

Le plan de prévention sera notamment mis à jour lors de ce bilan annuel.

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

Le titulaire respecte les règles et les contraintes liées à l'exécution des prestations pendant les périodes d'exploitation du site.

Avant de commencer les prestations, le titulaire prévoit toutes les prestations nécessaires de prévention contre les accidents.

Le titulaire, en collaboration avec le coordinateur référent CCI, établit, pour une durée d'une année, renouvelable un plan de prévention.

ESPACE CLIENT – OUTIL GMAO

Le titulaire doit disposer d'un outil GMAO permettant au coordinateur CCI désigné de consulter à tout moment durant toute la période du marché, au moyen de paramètres codés (identifiant, n° client, mot de passe) la base de données et informations relevant de la gestion du parc des différents sites comprenant au minimum :

- l'inventaire complet des équipements avec des informations techniques détaillées,
- le planning prévisionnel des prestations de maintenance,
- la traçabilité des maintenances préventives,
- la traçabilité des maintenances correctives réalisées,
- les bilans annuels d'activité,
- les rapports de vérification,
- les devis,
- les bons d'intervention,
- tout document jugé utile.

Le titulaire indique dans son mémoire technique l'éventuelle Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur proposée ainsi que les modalités d'accès et de prise en main du portail (formation, etc.).

14.5.9 Mise à jour régulière du parc matériel

Le titulaire procède chaque année à la mise à jour du fichier des « Installations_Equipements » de sécurité incendie identifiés en ANNEXE 1. Ce fichier actualisé est remis en format dématérialisé et papier au coordinateur CCI désigné au marché lors du bilan d'activité annuel.

Trois mois avant la fin d'exécution du marché, le titulaire établira un état des lieux de sortie sur la base de celui réalisé en début de marché actualisé au fil du marché.

14.6 Enquête de satisfaction

Le titulaire doit au titre du présent marché deux enquêtes de satisfaction par an. Le titulaire dresse l'état de son activité sur un questionnaire simplifié qu'il envoie au coordinateur CCI pour évaluation.

14.7 Vérifications et admission

Les dispositions du CCAG FCS s'appliquent. La CCI prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

14.8 Mise en œuvre

14.8.1 Mise en œuvre et moments clefs

Dès la notification d'attribution, le titulaire organise une rencontre (Visio ou physique) avec le coordinateur pour mettre en œuvre le marché.

Temps	Actions
Notification - premier contact	Le référent pilote du titulaire prend contact avec le coordinateur CCI
Réunion de cadrage	Le titulaire organise une réunion de cadrage en présentiel avec le coordinateur CCI
Rapport de prise en charge des installations	Le titulaire remet le procès-verbal de prise en charge des installations dressant l'état des lieux à jour
Enquête de satisfaction annuelle	Le titulaire envoie au coordinateur l'enquête et déploie les actions correctives en découlant le cas échéant
Revue annuelle	Le titulaire organise une réunion de fin d'année pour commenter le bilan de l'activité

14.9 Besoins complémentaires

En complément, la CCI prévoit d'étendre le périmètre des prestations pendant la durée du marché à la suite de l'agrandissement du Campus de formation et la construction de trois nouveaux bâtiments à horizon 2026.

ARTICLE 15 DONNEES PERSONNELLES RGPD

Cf annexe RGPD

ARTICLE 16 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Application des dispositions du CCAG-FCS sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Article CCAP	Article CCAG-FCS
9 - Pénalités	14 – Pénalités 41 – Résiliation pour faute du titulaire